

CONJONCTURE...

Conjoncture mi-2008 : le recul de l'activité commence à pénaliser l'emploi

Le ralentissement de l'économie s'est enclenché dès la fin de 2007, suite à la hausse des prix des matières premières et au retournement dans l'immobilier.

L'emploi régional patine, l'intérim se contracte et le chômage reprend.

Les conséquences de la crise financière sur l'économie réelle sont encore difficiles à évaluer. Elles dépendront des anticipations des ménages et des entreprises.

Depuis un an, l'économie mondiale ralentit. Trois chocs expliquent pour l'essentiel ce ralentissement : la correction de la bulle immobilière suscite dans de nombreux pays une baisse de la demande en logements ; la très forte hausse jusqu'à cet été des prix des matières premières a amputé le pouvoir d'achat du revenu des ménages ; enfin, les graves perturbations des marchés financiers entraînent un durcissement des conditions de financement.

Dans ces conditions, l'affaiblissement de l'activité de la zone euro est net. Au deuxième trimestre, le PIB de la zone a reculé de 0,2 % et le PIB français de 0,3 %.

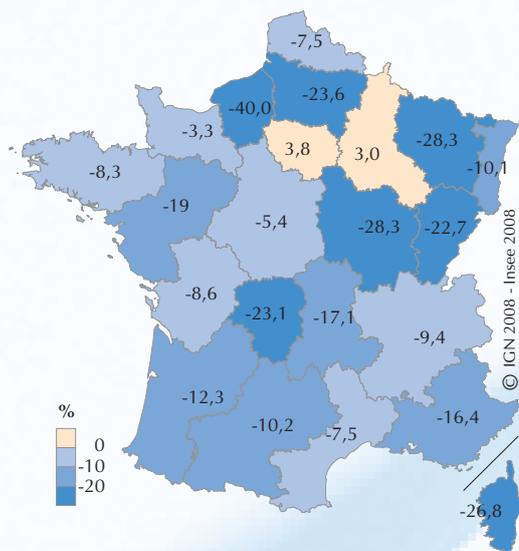
Le Limousin est aussi touché par la baisse de l'activité

Mois après mois, les chefs d'entreprise limousins interrogés par la Banque de France confirment le fléchissement de l'activité industrielle amorcé fin 2007. Le recul touche la majorité des secteurs, à l'exception des biens d'équipement et des industries agro-alimentaires, confirmant les tendances nationales. Si elle s'est maintenue jusqu'au début 2008, la construction automobile est à nouveau en repli en raison de la contraction du marché européen et de la poursuite des



Glissement trimestriel du PIB français en euros constants aux prix de l'année précédente chaînés (en %, données cjo - cvs)

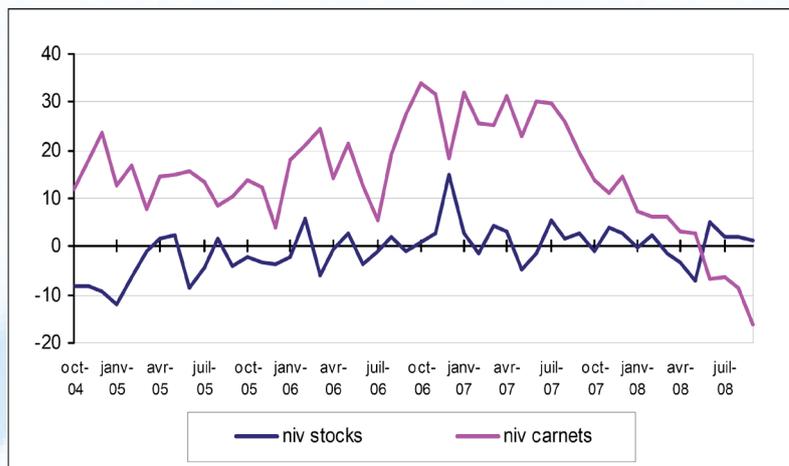
Moins de mises en chantier



Variation du nombre de logements déclarés commencés
Période d'oct 07 à sept 08 par rapport à oct 06 - sept 07

Source : MEEDDAT - SOeS - Sitadel

Situation des carnets et des stocks de produits finis (solde d'opinions cvs)



Source : Banque de France

délocalisations. Malgré tout en Limousin, la production des équipementiers se maintenait en septembre.

L'activité décline dans tous les secteurs des biens intermédiaires, excepté celui des composants électriques et électroniques. Par ailleurs, la demande adressée à l'industrie des biens de consommation faiblit : en raison du recul de leur pouvoir d'achat rogné par l'inflation, les achats de biens industriels par les ménages stagnent.

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise limousins font état d'un niveau de stocks plus élevé. Ils jugent maintenant insuffisants leurs carnets de commandes, ceci dans la plupart des secteurs. Au total, l'appareil de production est moins sollicité et le taux d'utilisation des capacités

de production connaît une lente érosion, passant en Limousin sous son niveau moyen de longue période.

L'activité continue à baisser dans la construction et les travaux publics

Sur l'ensemble des douze derniers mois, d'octobre 2007 à septembre 2008, un peu plus de 5 100 logements ont été autorisés à la construction en Limousin. Ce chiffre est inférieur de 21 % à celui relevé sur la période allant d'octobre 2006 à septembre 2007. Il traduit la poursuite de la baisse observée depuis le deuxième semestre 2007 et qui

affecte également l'ensemble du territoire national (-18 %). La diminution du nombre de logements autorisés concerne principalement les logements collectifs. Ces derniers ne représentent toutefois qu'un logement sur quatre en Limousin. Les mises en chantier diminuent également. D'octobre 2007 à septembre 2008, le nombre de logements déclarés commencés s'élève à près de 4 500. Il est en repli de 23 % par rapport au chiffre constaté au cours des douze mois précédents. Ainsi, en Limousin, le recul est plus marqué que pour l'ensemble de la France, où la diminution se monte à 12 %. La baisse observée dans l'activité du logement est due à une

Tableau de bord au second trimestre 2008

Valeur brute du second trimestre 2008

Évolution en % sur un trimestre (cvs)

Évolution en % sur un an (cvs)

Limousin	France		Limousin	France	Limousin	France
15 860	1 776 189	DEFM (cat. 1)	+2,5	+0,6	+3,7	-2,9
		Emploi salarié**	+0,1	+0,1	+0,6	+1,2
		Industrie	-0,4	-0,4	-1,4	-1,4
		Construction	-0,5	+0,3	+1,4	+3,4
		Commerce	+0,3	+0,1	+0,5	+0,8
		Services (hors intérim)	+0,4	+0,4	+1,5	+2,3
714	85 897	Créations d'entreprises	-3,2	-1,2	+14,3*	11,8*
793	72 325	Logements commencés	-14,0	-15,9	-34,9*	-8,1*
118	8 727	Locaux professionnels (en milliers de m ²)	-12,2	+1,9	-19,9*	-5,0*
6 216	602 775	Immatriculations de véhicules neufs	-3,2	+1,5	+10,1*	+7,3*

*en moyenne annuelle

**secteur concurrentiel hors agriculture, énergie et intérim

Source : Insee - DRTEFP - URSSAF - DRE - Préfectures

Les statistiques de défaillances d'entreprises

demande de logements neufs qui s'essouffle, principalement dans le secteur de l'habitat collectif. Ce marché paraît en effet saturé en Limousin. Le nombre d'appartements ayant fait l'objet d'une réservation est de l'ordre de 350 par an actuellement, loin du record de près de 1 600 logements en 2006.

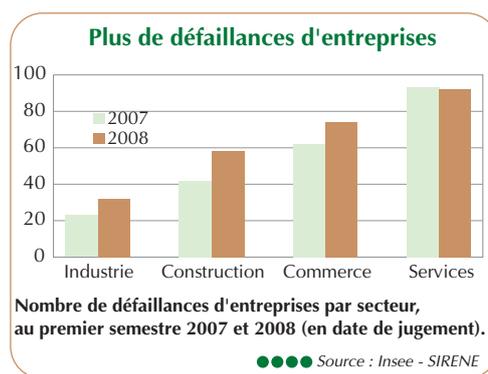
À la fin du deuxième trimestre de 2008, 800 appartements neufs demeureraient disponibles à la vente et les délais d'écoulement des encours sont au plus haut. En conséquence, les constructeurs ne sont pas incités à engager de nouveaux programmes. Les locaux non destinés à l'habitation connaissent la même évolution dans la région quel que soit le secteur d'activité. Comme à la fin de 2007, c'est l'activité entretien-rénovation qui compense les mauvais chiffres de début d'année. Quant à l'activité dans les travaux publics, elle semble marquer le pas depuis le début de 2008, après une bonne année 2007. Cela peut être en partie dû à la mise en place des nouvelles équipes municipales, qui retardent traditionnellement les mises en chantier.

L'emploi s'ajuste au fléchissement de l'activité

Le ralentissement de l'activité a commencé à peser sur le com-

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. L'évènement suivi pour l'établissement des statistiques de défaillances est l'ouverture de cette procédure. Cette information émane des greffes des tribunaux de commerce. Le jugement ordonnant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire fait ainsi l'objet d'une publication au BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales).

Les statistiques doivent être analysées avec prudence. L'exploitation des seules dates de parution au BODACC, décalées de quelques mois par rapport aux dates de jugement, induit un retard en termes de fraîcheur des données. Les statistiques établies en date de jugement retracent mieux la réalité économique. Par ailleurs, ces évènements sont soumis à une forte volatilité et limités en nombre à la seule échelle du Limousin. Enfin, le rythme des défaillances doit s'interpréter en lien avec celui des créations d'entreprises. Les statistiques disponibles jusqu'au deuxième trimestre 2008 montrent malgré tout une hausse significative des défaillances dans le secteur de la construction.



portement des chefs d'entreprise qui ne sont guère incités à créer des emplois. L'ajustement est particulièrement net dans le secteur de la construction. Au deuxième trimestre 2008, l'emploi recule dans ce secteur de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Il augmentait sans discontinuer depuis l'automne 2004, mais le rythme de progression s'était toutefois tassé à partir de la mi-2007. Cette correction n'est pas encore visible au niveau national puisque l'emploi dans la construction progresse encore de

0,3 % au deuxième trimestre.

L'ajustement concerne aussi le secteur de l'industrie : on y constate une nouvelle accélération des pertes d'emploi, avec un recul de 0,8 % au premier trimestre 2008 et de 0,4 % au deuxième trimestre. Cette évolution est conforme à l'évolution constatée au niveau national.

Malgré tout, la très bonne tenue de l'emploi dans le commerce et les services fait plus que compenser les pertes dans la construction et l'industrie. Au total, l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel progresse encore en début d'année en Limousin. Il augmente de 0,2 % au premier trimestre et de 0,1 % au deuxième. Ici encore, cette évolution est conforme à celle constatée au niveau national.

L'emploi diminue dans la construction et l'industrie, et résiste dans le commerce et les services



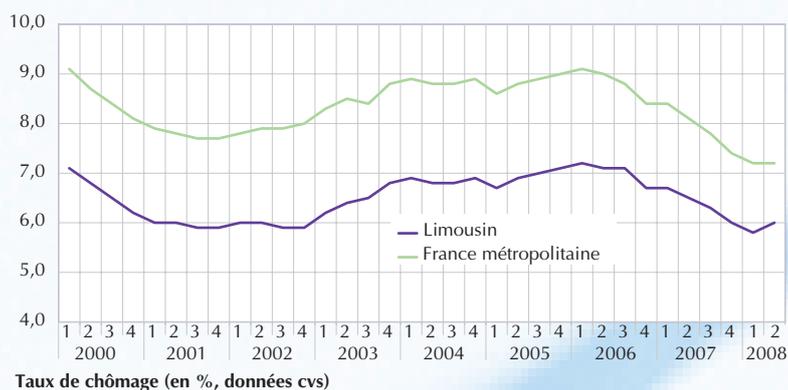
Emploi salarié total du secteur concurrentiel en Limousin, par secteur, hors agriculture, énergie et intérim (base 100 au 1er trimestre 2000, données cvs)

Source : Insee - Urssaf

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Après une forte hausse constatée au mois d'août, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1, corrigé des variations saisonnières, est en repli de 2,2 % en septembre. Malgré tout, la hausse sur un an est nette : en données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 s'est élevé à 18 000 fin septembre 2008 contre 17 060 fin septembre 2007, soit une hausse de 5,5 % au lieu de 0,8 % au niveau national.

Au deuxième trimestre 2008, le chômage remonte légèrement



Taux de chômage (en %, données cvs)

Source : Insee - Taux de chômage localisés

Cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi touche plutôt les hommes de 25 ans et plus puisque, de septembre 2007 à septembre 2008, la part des femmes et celle des jeunes de moins de 25 ans diminuent.

Le taux de chômage au sens du BIT s'établissait au deuxième trimestre en Limousin à 6,0 % de la population active, en hausse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. Le taux limousin restait néanmoins toujours en deçà du taux national qui s'établissait au deuxième trimestre à 7,2 %. La hausse du chômage concernait tous les départements de la région mais davantage la Creuse, département désormais le plus touché avec un taux de 6,5 %.

La Corrèze affichait un meilleur résultat avec un taux de seulement 5,1 % grâce au bassin d'emploi de Tulle (4,2 %).

Compte tenu de l'évolution constatée sur les demandeurs d'emploi en septembre, et alors que ne sont disponibles actuellement que les taux de chômage du deuxième trimestre, on peut s'attendre à une nouvelle hausse du taux de chômage (au sens du BIT) au troisième trimestre.

Des perspectives incertaines

En France, l'activité ne devrait pas se redresser au second semestre. Les exportations pâtissent en effet du ralentissement mondial. La consommation souffre de la baisse du pouvoir d'achat du revenu : au second semestre, la dégradation de l'emploi prend le relais de la

Plus de demandeurs d'emploi qu'il y a un an

